

L'attractivité économique des pays  
et les IDE (Investissements Directs à l'Étranger)

# Choose France

Les investisseurs étrangers  
reçus à Versailles



# L'attractivité économique des pays et les IDE (Investissements Directs à l'Étranger)

Une nouvelle édition du sommet « Choose France » s'est tenue [lundi 16 mai 2023] à Versailles. L'objectif est d'attirer des investissements étrangers en France. Ils sont censés augmenter la croissance et l'emploi, mais ils comportent certains risques.

## L'actualité

Emmanuel Macron a accueilli lundi au château de Versailles (Yvelines) plus de 200 dirigeants étrangers dans le cadre du sommet Choose France. Créé en 2018, ce rendez-vous annuel est consacré à l'attractivité économique de la France. L'objectif pour l'exécutif français est d'attirer de nouvelles décisions d'investissement dans le pays.

Le président a profité de cet événement pour présenter quelques-uns des derniers projets d'investissement signés. Au total, 1 725 projets à capitaux majoritairement étrangers se sont déployés sur le territoire l'an dernier, qui ont permis la création ou le maintien de 58 810 emplois, selon un [bilan publié jeudi dernier](#) par Business France, l'organisme chargé d'accompagner les investisseurs étrangers en France. En 2022, la France a été pour la quatrième année consécutive le pays le plus attractif en Europe pour les investisseurs étrangers en nombre de projets, affirmait la semaine dernière le cabinet d'audit EY.

La mondialisation, qui s'est développée dans la deuxième moitié du XXe siècle, s'est accompagnée d'une hausse des investissements étrangers. L'ensemble des États cherche à les attirer. Ils ont mis en place différents outils pour y parvenir.

## Les investissements directs étrangers

L'**attractivité économique** désigne la capacité d'un territoire à attirer des ressources spécifiques provenant de l'extérieur, [selon la définition](#) de l'institut national de statistiques Insee. Le principal indicateur est le flux d'**investissements directs étrangers** (IDE) qu'il attire.

Un IDE est réalisé depuis un autre pays afin « d'acquérir un **intérêt durable** » dans une entreprise, précise l'Insee sur son site.

La notion d'**intérêt durable** permet de différencier les **IDE** des simples **placements** dans lesquels l'investisseur étranger ne cherche pas à influencer sur la gestion de l'entreprise. Un investissement étranger relève de l'IDE dès lors qu'il permet d'acquérir « au moins 10 % du capital social de la société investie », poursuit l'Insee. L'IDE englobe aussi l'implantation d'une entreprise étrangère et le réinvestissement sur place de bénéfices réalisés par de telles filiales. C'est à travers les IDE que les firmes deviennent des multinationales.

## Une compétition mondiale

« Tous les pays de la planète, sans exception, font de l'attraction des implantations des firmes étrangères une priorité de leur politique industrielle », écrivait l'économiste Sofiane Toumi dans [une étude de 2009](#). Pour attirer des IDE, les pays ont créé des agences spéciales, telles que Business France en France, chargées de démarcher les multinationales. Ils ont aussi développé divers outils pour séduire les investisseurs étrangers, comme des subventions ou des exonérations fiscales.

Les IDE sont perçus comme un **facteur de croissance économique** et de **création d'emplois**. Dans les pays avancés, ils poussent « les entreprises nationales à améliorer leur **productivité** » tandis que dans les pays émergents et en développement, « les fournisseurs nationaux bénéficient de **transferts de technologies** et d'un accroissement de la demande locale de composants qui finissent par être utilisés dans des secteurs en aval », analysait le FMI dans une note publiée en avril.

En 2021, les flux mondiaux d'IDE ont représenté un volume de 1 580 milliards de dollars (1 454 milliards d'euros à l'heure actuelle), retrouvant leur niveau d'avant la pandémie de Covid-19, [selon le dernier rapport](#) de la Cnuced, une agence de l'ONU. Les États-Unis, la Chine et Singapour étaient les trois principales destinations selon le montant des IDE (et non selon le nombre de projets comme dans le classement de Business France). La France était à la 24e place.

## Accroître l'attractivité

La capacité d'un pays à attirer et à retenir des IDE dépend de nombreux facteurs.

Certains sont « **fondamentaux** », c'est-à-dire qu'ils sont des prérequis à une décision d'investissement, analysait le professeur d'économie Charles-Albert Michalet dans un ouvrage publié en 1999. Il s'agit de la stabilité économique et politique du pays, de la [taille de son marché intérieur](#), de l'état de ses infrastructures, des incitations fiscales et de la disponibilité en main-d'œuvre qualifiée.

D'autres facteurs, qualifiés de « **nécessaires** », peuvent contribuer à renforcer l'attractivité d'un pays, comme l'existence d'un tissu d'entreprises locales performantes ou la présence d'un environnement favorable à l'innovation, poursuivait Charles-Albert Michalet.

Pour attirer des IDE, les gouvernements cherchent donc à améliorer l'ensemble de ces facteurs. L'exécutif français a par exemple allégé la fiscalité des entreprises, en réduisant l'[impôt sur les sociétés](#) (le taux est passé de 33 % à 25 % entre 2017 et 2022) et en diminuant les impôts de production.

## Les risques liés aux IDE

Attirer des IDE présente plusieurs risques. « Il est probablement plus simple de faire venir des investisseurs (les subventions publiques ayant un effet d'aubaine) que de les faire rester », analysait le sociologue Fabien Hein dans [un article de 2022](#). Il prenait comme exemple la Lorraine où « des subventions publiques » avaient favorisé l'implantation de trois usines du fabricant coréen d'appareils électroménagers Daewoo dans les années 1990. Il les a fermées au début des années 2000 pour délocaliser la production en Chine.

Les IDE peuvent aussi représenter **un risque pour la souveraineté d'un pays**. En France, l'État doit donner son autorisation préalable dès qu'un investisseur non européen souhaite acquérir au moins 10 % de participation dans une société exerçant dans une dizaine de secteurs d'activité, dont la sécurité alimentaire, la protection de la santé, la défense, l'énergie et les technologies d'avenir. Depuis le début des années 2000, la plupart des pays industrialisés ont « adopté des réglementations relatives au contrôle des IDE », notait le chercheur français André-Éric Martin dans une étude de 2019.

## Pour aller plus loin

### ATTRACTIVITE FRANCAISE

Dans un article publié en 2020 sur le site de BSI Economics, un cercle de réflexion, l'économiste Sacha Tenenbaum présente les atouts de la France pour attirer des IDE, tels que la qualité de vie qu'elle offre et l'énergie décarbonée dont elle dispose.

[Lire l'article.](#)

### POUR ET CONTRE

Dans une analyse publiée en 2017 sur le site Téco, un portail de l'économie proposé par l'ENS et l'Université de Lyon, l'économiste Louisa Toubal présente les avantages et les inconvénients des IDE en prenant comme exemple le cas du Royaume-Uni. Elle détaille la pression mise par les investisseurs étrangers installés au Royaume-Uni sur le gouvernement britannique alors qu'il préparait le pays à sortir de l'UE.

[Lire son analyse.](#)

Source : <https://www.brief.eco/>